

CHERCHEZ LA FEMME

L'Allemagne et le Royaume-Uni sont dirigés par une femme. Les Etats-Unis aussi, peut-être, bientôt. La Belgique, elle, n'a jamais paru si éloignée de la possibilité de se doter d'une Première ministre.

PAR NICOLAS DE DECKER

La sociologie a parfois des côtés méchants, et Pierre Bourdieu n'était pas le moins cruel de ses praticiens. A la fin de sa carrière – si tard qu'il avait auparavant été occupé à d'autres priorités –, le grand sociologue avait extrait une loi de la domination masculine. Elle disait que la féminisation d'une profession allait souvent de pair avec sa dévalorisation sociale. Pensez à la figure aussi crainte que respectée de votre premier instituteur, et comparez-là à la manière dont vous avez traité la prof de maths de vos enfants lors de la dernière réunion de parents... Pourtant, les femmes, en cette fin des années 1990, n'avaient pas encore investi les parlements de l'Occident comme elles l'ont fait ces deux dernières décennies. Et la démocratie parlementaire n'était pas encore décrédibilisée comme elle l'est aujourd'hui.

Mais si l'on doit donner quelque crédit à cette loi de la domination masculine, et l'appliquer à la Belgique politique d'aujourd'hui, il faut croire que le pouvoir, le vrai, a encore de la légitimité à revendiquer. Car si tous les parlements du pays

présentent aujourd'hui un taux stabilisé autour de 40% de femmes, grâce aux quotas paritaires progressivement imposés sur les listes à partir de 1994, les gouvernements, les présidences de parti, et, en gros, le vrai pouvoir qui compte, sont encore et toujours et même plus que jamais une manière de chasse gardée masculine.

Encore plus, ironie suprême, dans une Belgique francophone qui incline à gauche que dans cette Flandre pourtant si conservatrice. En effet, en 2016, les francophones les plus puissants du pays sont désormais à nouveau tous des hommes, tandis qu'il y a quelques Flamandes parmi les Flamands qui → comptent. Les quatre partis démocratiques flamands (social-chrétien, libéral, socialiste et écologiste) ont chacun été présidés par une femme à un moment ou l'autre au cours de ces dix dernières années, et l'Open VLD et Groen ! le sont du reste toujours. Et si la perspective d'une Première ministre semble plus éloignée que jamais, la probabilité que cette hypothétique première dame existât repose tout entière ou presque sur la Flandre.

S'il devait y en avoir une...

« Les trois partis qui composent les majorités fédérale et régionale en Flandre sont les moins féminisés, mais il reste

que la Flandre a routinisé le fait que des femmes puissent diriger des formations politiques, ce qui n'est pas du tout le cas en Belgique francophone. Il faut dire que les mandats présidentiels sont tendanciellement plus courts au nord qu'au sud, ce qui ouvre davantage les portes », constate Emilie van Haute, politologue au Centre d'étude de la vie politique (Cevipol). Le seul parti de la majorité fédérale à être présidé par une femme est flamand (l'Open VLD).

Pourtant, Marianne Thyssen (CD&V), aujourd'hui commissaire européenne, fut un temps une première ministrable plus que plausible. Et les dames les plus proches de l'Olympe politique vivent en Flandre. Maggie De Block est la mandataire la plus populaire de Belgique (*voir plus loin*). Et même à la N-VA, dont les cadres sont les plus masculins du pays, et dont les N-VA *babes*, ces femmes à la naïveté revendiquée portées aux parlements par une vague électorale qui les dépassait, une femme a exigé la ministre-présidence flamande. Ce fut vain, et ce fut Liesbeth Homans en 2014. Reste que la tripartite régionale flamande de Geert Bourgeois, avec Liesbeth Homans pour la N-VA, Hilde Crevits pour le CD&V et Annemie Turtelboom pour l'Open VLD présentait le kern le plus féminin du pays, et c'est toujours le cas même après la démission de cette dernière, puisqu'il n'y a d'autre vice-Première ailleurs en Belgique que Céline Fremault (CDH) à Bruxelles et la libérale Isabelle Weykmans à Eupen.

Elle paraît loin, si loin déjà, cette époque où deux vice-Premières, Laurette Onkelinx (PS) et Isabelle Durant (Ecolo) don-

naient le ton dans la salle du Conseil des ministres tandis qu'une présidente de parti, Joëlle Milquet, au CDH, menait quasi seule l'opposition fédérale. Loin aussi ce moment où l'ascension d'une Marie Arena propulsée par le Parti socialiste ministre wallonne puis ministre-présidente – la première dans l'histoire! – de la Communauté française ne semblait devoir souffrir aucun plafond. Aujourd'hui, « le constat est clair : il y a un recul », souligne, Christine Defraigne (MR), la présidente du Sénat, une fonction qui s'est, soit dit en passant, notablement féminisée au fur et à mesure que la haute assemblée perdait ses pouvoirs législatifs (coucou Bourdieu !).

Entre-temps, beaucoup des pointures qui ont quitté la politique (Sabine Laruelle ou Inge Vervotte), qui se sont mises en retrait (Marianne Thyssen, Marie Arena, Joëlle Milquet, Marie-Dominique Simonet, voire Jacqueline Galant), ou qui ont dû ravalé certaines ambitions (Laurette Onkelinx n'est plus favorite à la succession d'Elio Di Rupo au boulevard de l'Empereur) sont des femmes. Les mâles sont plus dominants que jamais. « Je crois, explique la coprésidente écologiste Zakia Khattabi, qu'en période de crise, lorsque le climat se tend, on retombe dans les vieux travers : lorsqu'il y a moins de places à se partager, les hommes se servent

Catherine Fonck (CDH) :

« Un club des copains se conserve les vrais postes de pouvoir. »

d'abord. » Catherine Fonck, cheffe de groupe CDH à la Chambre, renchérit, en s'excusant presque toutefois : « J'appelle ça le club des copains, qui, dès lors que les parlements se sont féminisés, se disent "maintenant, c'est bon, on n'a plus rien à se reprocher", et se conservent les vrais postes de pouvoir... »

... elle ne serait pas francophone

Son parti, le CDH, est pourtant de ceux qui ont le plus donné de place à des personnalités féminines. Catherine Fonck elle-même, pas même quinquante, a déjà été deux fois ministre. Comme Marie-Martine Schyns, elle-même encore plus jeune. Un incontestable héritage de Joëlle Milquet, qui « a imposé une évolution très forte en interne. Elle a cherché spécifiquement des femmes, et notamment des femmes qui faisaient tout autre chose, et elle les a amarrées à la politique », explique encore Catherine Fonck. Benoît Lutgen n'a pas dilapidé

cet héritage. Mais c'est avec un homme, Maxime Prévot, qu'il cogère sa formation.

Au PS, Laurette Onkelinx est le seul membre féminin du G9 avec Anne Poutain, qui a du reste quitté la direction de l'Institut Emile Vandervelde pour diriger le cabinet wallon de Paul Magnette. Chez DéFI, qui fut pourtant présidé par Antoinette Spaak (du temps du FDF), les bouts de nez qui pointent pour l'après-Maingain-Clerfayt-Gossuin sont masculins : ce sont ceux d'Emmanuel De Bock, de Michael Vossaert, voire de Fabian Maingain. Le MR de Louis et Charles Michel, de Daniel et Denis Ducarme, d'Olivier Chastel et de Didier Reynders présente davantage que des apparences de gentlemen's club (« c'est historique chez nous, une tradition que je ne parviens pas à expliquer », enchaîne Christine Defraigne). Même Ecolo, coprésidé par une femme, compte toujours au moins deux fois plus d'hommes dans ses propres instances dirigeantes. « Quand je suis arrivée à la coprésidence avec Patrick Dupriez, nous avons lancé un appel à candidatures pour le poste de directeur politique. Sur les douze qui nous sont arrivées, il n'y avait qu'une seule femme », soupire Zakia Khattabi.

Bref, les partis, surtout francophones, restent, au moins autant que les gouvernements, un apanage masculin. C'est donc sur eux et sur leurs patrons qu'il faut peser. Au quotidien. Parfois sur des questions de détail, comme les invités des plateaux télé : « Combien de fois n'ai-je pas déploré que le PS y envoie systématiquement des hommes ? », rappelle Marie Arena. Qui lance une idée : « Pourquoi chaque fédération socialiste ne proposerait-elle pas, à chaque élection, deux candidats ministres, un homme et une femme, de façon à ce que le président ne doive plus arbitrer seulement sur des bases régionales ? Les socialistes européens sont partisans de cette méthode pour désigner les commissaires européens. Pourquoi ne pas nous en inspirer ? » Catherine Fonck,

elle, met autrement les patrons au défi : « Pourquoi ne s'engageraient-ils pas, dès la campagne électorale, à installer des gouvernements paritaires ? Il suffirait qu'un parti lance l'idée, les autres seraient forcés de suivre », croit-elle savoir. L'engagement se rapprocherait de la technique des quotas qui a fait ses preuves dans les parlements, mais à laquelle Catherine Fonck n'est pas favorable : « C'est un peu dénigrant pour les femmes, au fond, parce qu'on met de côté leurs compétences. »

Christine Defraigne y est plus ouverte : « J'étais contre il y a vingt ans, pour la présence sur les listes, mais j'ai changé d'avis : sans les quotas, on ne serait nulle part ! Alors, pourquoi ne pas y réfléchir pour les exécutifs ? » Ils pourraient en tout cas accélérer l'émergence, au plat pays, d'une Hillary, d'une Theresa ou d'une Angela. Parce qu'il en va, mine de rien, de l'honneur de la démocratie belge.

« Je n'y avais jamais pensé, mais il n'est pas impossible que la Belgique ait avec Elisabeth une reine avant d'avoir une Première ministre. C'est assez interpellant, non ? », se demande ainsi Catherine Fonck.

Comme si un ordre monarchique de succession était plus juste que des institutions démocratiques. La sociologie, disions-nous, est parfois cruelle. ♦

MISS MAGGIE, DAME DE FAIR-PLAY ?

L'homme politique belge le plus populaire est une femme. Mais Maggie De Block est loin de marcher sur les pas de sa célèbre homonyme britannique. Parce qu'elle est trop gentille ?

PAR NICOLAS DE DECKER

Il y a en Belgique un phénomène politique. Ce phénomène politique est une femme, brabançonne, flamande, libérale, médecin, et ronde. Elle bat tous les records de popularité, partout. Son parti ne pèse désormais plus que la moitié de ce qu'il était aux temps glorieux des Verhofstadt et cie. Fin 2013, un sondage la campait même en Première ministre idéale de tous les Belges. Car sa figure triomphe y compris dans les Régions, wallonne et bruxelloise, qui ne parlent pas sa langue, et alors que son ministère autant que sa façon de le diriger ne devraient pas lui valoir une fracassante visibilité. « Il suffit de voir comme ceux du MR l'amènent chez eux pour n'importe quel événement », ricane Zakia Khattabi, qui a elle-même indirectement profité de son adversaire en se la coltinant méchamment au Sénat, début 2014, sur la question de l'asile. Ce qui fit grand bruit.

Maggie De Block, pourtant, n'incarne pas spécialement de projet politique. Surtout, elle se défend en toutes circonstances de le faire. Sa rondeur, sans doute, et ses protestations de bonne volonté,

« Maggie De Block se cantonne à son rôle d'experte en matière de santé. Rares sont les hommes à en faire autant »

probablement, lui ont attiré une sympathie à laquelle aucun de ses contemporains ne peut rêver : à moins de le vouloir sérieusement, personne ne peut ne pas la trouver gentille. Pas même Elio Di Rupo qui, à la fin de son mandat au 16, faisait campagne sur la personnalité « d'une femme croyez-moi très très humaine ». Mais le statut de star des sondages et les talents de moissonneuse électorale de Maggie De Block ne lui ont jusqu'à présent – à 54 ans et trois lustres de députation dans le coco – valu qu'un secrétariat d'Etat, puis un ministère, celui il est vrai auquel sa profession et son ambition personnelle la destinaient : la Santé. Pas plus, ou en tout cas pas encore.

« La popularité, ce n'est pas le pouvoir, et spécialement pour les femmes », résume Christine Defraigne (MR). Car en Belgique, pour être Premier de son pays, il faut être premier de son parti, qui doit lui-même être premier de son pays. Et il faut le vouloir. Or, Maggie De Block ne se donne jamais l'air de revendiquer grand-chose, évite toutes les polémiques et contourne tous les ferraillements. Et puis, il y a surtout dans son parti comme un problème De Block. Un problème qui pèse 131 000 voix de préférence et un statut de First Lady des Gallup, tandis que les vrais patrons de sa formation – ou tout du moins ceux qui aspirent à l'être –, sa présidente Gwendolyn Rutten (60 000 voix de préférence sur la même circonscription du Brabant flamand) et son vice-Premier Alexander De Croo (78 000 voix sur une plus vaste circonscription, la Flandre orientale) restent confinés à une notoriété plus en phase avec la puissance réelle de leur parti, soit une toute petite quinzaine de pourcents et une dernière place de tous les exécutifs.

Lorsque les libéraux flamands sont entrés dans les gouvernements, Maggie De Block devait en être. Mais malgré ses voix de préférence, malgré ses succès sondagiers, malgré ses triomphes à tous les applaudimètres, et malgré le gros département qui lui est échu, c'est à un

homme au prestige pourtant déjà cabossé par les erreurs stratégiques que sera dévolu le rôle généraliste de vice-Premier, chargé au kern de défendre la ligne libérale. Comme si une femme, si populaire soit-elle, ne pouvait être capable que de s'occuper de ses petites affaires, en l'occurrence celles, si intrinsèquement féminines, des malades et des mourants, des parturientes et des infirmières. Pas celles d'un vice-Premier donc. Pas celles non plus de ces grandes réflexions doctrinales mitigées de petites compromissions matérielles qui font le quotidien d'un président de parti. Maggie De Block ne serait qu'une spécialiste et rien d'autre.

Une femme trop douce entourée d'hommes trop durs ? « Certaines femmes n'utilisent pas leur popularité comme le feraient des hommes, à savoir en s'en servant dans un rapport de force pur et dur. Maggie De Block se cantonne à ce rôle d'experte en santé. Ce genre d'attitude est très rare chez les hommes : le pur spécialiste, il ne le reste jamais longtemps, il essaie d'en profiter pour s'imposer... », lance même Marie Arena (PS). « Personne ne la voit comme une politique généraliste, en effet. Mais c'est aussi bien dû au fait qu'on ne l'interroge pas sur d'autres sujets que ceux dont elle a la compétence qu'à celui qu'elle-même ne s'exprime que sur ses dossiers, tempère Emile van Haute (ULB). Or, elle pourrait se servir de sa très forte popularité, en particulier parmi les militants Open VLD, pour en prendre la présidence, ce qui serait un premier pas vers des ambitions plus larges. »

Car il n'est pas impossible que Maggie De Block soit gentille en effet. Mais rien ne dit qu'elle n'est pas tout platement patiente. ♦

Comment Ecolo veut se rendre « sensible au genre »

« Non, nous ne sommes pas immunisés contre le sexisme ! » C'est la seule présidente de parti francophone, Zakia Khattabi (*photo*), qui le dit. « Si je suis à cette place, ce n'est pas parce que l'égalitarisme est dans notre ADN, mais bien parce que nos statuts garantissent la présence d'une femme à la coprésidence. Il faut aller plus loin. », dit-elle. Avec son collègue Patrick Dupriez, elle a entamé un « plan d'action du secrétariat fédéral » dont Le Vif/L'Express a pu prendre connaissance. Il vise à rompre avec « la difficulté d'assurer la mixité des instances d'Ecolo » et « l'existence/la persistance de rapports inégalitaires (voire violents) à l'interne », présenté en conseil de fédération en décembre dernier. Après une phase d'audit faite

d'entretiens, notamment avec des « femmes ayant vécu des discriminations à l'intérieur du parti ou des hommes en ayant été témoins », il devra coupler initiatives culturelles (formations et sensibilisation pour les membres et les cadres des deux sexes, le bannissement des blagues sexistes et du dénigrement, etc.) et engagements institutionnels, comme un « helpdesk » pour les mandataires féminins ou la garantie que pour les élections de 2018 et 2019, « la moitié des têtes de listes sont des hommes ». « Ce processus d'em-powerment que nous voulons engager doit aboutir à ce qu'en 2018 et 2019, si nous devons entrer dans des exécutifs, nous ne nous retrouvons pas à trouver une femme à tout prix parce qu'aucune ne s'est portée candidate », espère Zakia Khattabi.